

Division des Institutions Publiques et du Gouvernement Numérique

Atelier de validation de la revue des bonnes pratiques, lois et politiques organisationnelles pour l'égalité des genres et la promotion du leadership des femmes aux niveaux national et local

8 décembre 2022 (format virtuel)

Note de problématique

Contexte

Le projet « [Renforcement des capacités pour la promotion de la présence et du leadership des femmes au sein des institutions publiques aux niveaux national et local](#) » est mis en œuvre par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies à travers sa Division des institutions publiques et du gouvernement numérique (UN DESA/DPIDG). Le projet, financé par le gouvernement Italien, vise à soutenir l'élaboration de plans d'action qui donnent la priorité à l'égalité des sexes et favorisent la progression de carrière des femmes vers des postes de direction dans le secteur public aux niveaux national et local à Maurice, au Sénégal, au Bhoutan et en République démocratique populaire du Lao. Les partenaires de mise en œuvre du projet comprennent la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), les équipes de pays des Nations Unies dans les pays respectifs, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU Femmes.

Le projet entend contribuer à l'appel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles (Objectif 5) ainsi que l'indicateur 16.7.1 de l'Objectif 16 : « Proportions de postes dans les institutions nationales et locales, y compris (a) les législatures ; (b) la fonction publique; et (c) le pouvoir judiciaire, par rapport aux répartitions nationales, par sexe, âge, personnes handicapées et groupes de population ».

Une étude globale de la législation existante, des politiques organisationnelles et des bonnes pratiques qui favorisent l'accès des femmes aux postes de direction dans l'administration publique est actuellement en cours dans le cadre du projet.

Cadre analytique pour l'égalité des genres dans l'administration publique

L'égalité des sexes est au cœur d'une administration publique inclusive, responsable et attentive aux besoins des citoyens. La représentation des femmes dans les parlements et les hauts dirigeants du gouvernement (niveau ministériel) est bien couverte par la littérature. Les facteurs affectant la participation des femmes aux échelons moyens et inférieurs de l'administration publique sont moins connus. Bien qu'elles représentent près de la moitié de la fonction publique dans le monde, les femmes restent sous-représentées à tous les niveaux de la prise de décision publique, en particulier aux niveaux hiérarchiques supérieurs.

La représentation des femmes aux niveaux de gouvernement sub-nationaux diffère entre les pays et au sein de ceux-ci. Dans certains contextes, les femmes participent à des niveaux plus élevés dans l'administration publique locale que dans l'administration publique centrale. En outre, la présence des femmes dans l'administration publique semble inégale selon les secteurs. La technologie de l'information, par exemple, est l'un des domaines politiques où la représentation des femmes est la plus faible.

Depuis 2011, le PNUD met en œuvre l'initiative pour l'égalité des sexes dans l'administration publique (GEPA) avec une méthodologie solide pour soutenir l'autonomisation des femmes et l'élargissement de la participation et du leadership dans les institutions publiques. La méthodologie GEPA et les initiatives existantes qui promeuvent le renforcement des capacités autour de l'indicateur 16.7.1 b) sur la représentation proportionnelle dans les institutions publiques fourniront une référence pour le projet.

UN DESA élabore un addendum à la méthodologie GEPA. L'addendum est le résultat d'une analyse globale des lois existantes et des politiques organisationnelles et pratiques qui se sont avérées efficaces pour améliorer l'accès des femmes aux rôles de prise de décision dans l'administration publique aux niveaux national et local.

Objectifs de l'atelier

L'atelier se tiendra dans un format virtuel le 8 décembre 2022. Les objectifs de l'atelier sont triples. Premièrement, la réunion vise à présenter les conclusions de la revue globale et de la compilation des bonnes pratiques. Deuxièmement, l'atelier vise à familiariser les participants avec le cadre analytique qui sera utilisé pour les revues nationales approfondies des écarts entre les sexes dans l'administration publique aux niveaux national et local. Troisièmement, la réunion vise aussi à encourager des commentaires sur la manière dont le cadre analytique servira de référence pour l'auto-évaluation nationale.

La réunion débutera par de courtes présentations sur le projet, le cadre analytique et les conclusions de l'examen global de la législation existante, des politiques organisationnelles et des bonnes pratiques qui favorisent l'accès des femmes aux postes de direction dans l'administration publique. Les discussions porteront sur les questions clés qui devraient être abordées lors des revues nationales approfondies des écarts entre les sexes dans l'administration publique. Les équipes nationales auront également l'occasion de faire part de leurs questions et préoccupations concernant les revues à venir.

Participants

L'atelier rassemblera 40 à 50 fonctionnaires des gouvernements centraux et locaux et les consultants nationaux du projet, des membres des bureaux pays du PNUD, des bureaux des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies, de l'ONU DAES, d'ONU Femmes, d'autres organisations des Nations Unies ainsi que des experts internationaux. Les participants doivent être les fonctionnaires qui seront ultérieurement impliqués dans les revues nationales approfondies. Ils doivent avoir une expertise technique sur les questions couvertes par ces revues.

Date et durée

L'atelier se déroulera le 8 décembre 2022 et durera 3 heures.

Format et structure

La réunion se tiendra dans un format virtuel. Les participants recevront une invitation de calendrier avec un lien vers la réunion. La réunion comprendra des sessions plénières auxquelles tous les pays sont attendus et des sessions consacrées respectivement aux pays d'Asie et d'Afrique.

La réunion suivra les règles de Chatham House (les participants peuvent utiliser les informations entendues pendant la discussion mais sans révéler qui a fait un commentaire particulier).

L'ordre du jour préliminaire de l'atelier est disponible à la page quatre.

Résultats

Une brève synthèse de l'état d'avancement du projet basée sur les discussions de l'atelier sera publiée sur le site Web du projet. Les enregistrements de l'atelier seront mis à la disposition des participants pour référence ultérieure, mais ne seront pas partagés plus largement.

Language

La réunion se déroulera en anglais. Un membre du DAES pourra assurer une interprétation du français vers l'anglais en cas de besoin.

Lien pour rejoindre l'atelier

L'événement se déroulera via la plateforme Zoom. Les participants recevront un message de UN DESA DPIDG avec un lien unique pour accéder à la réunion.

Une note d'information sera mise à disposition séparément.

Agenda
(Heure de New York - EST)

Date	7:00-7:10	7:10 -7:35	7:35 -7:50	7:50-8:00	8:00-9:00	9:00-10:00
8 DécembreH2022	Introduction, agenda et résultats attendus de la réunion) (Tous les pays)	Vue d'ensemble du projet Présentations des revues des lois, politiques et pratiques conduites pour le projet (Tous les pays)	Présentation du cadre analytique (Tous les pays)	Break	Introduction par les points focaux pour le Bhoutan et le Laos, suivi de questions et réponses (Tous les pays du projet – les pays d'Asie peuvent quitter la réunion après cette session)	Introduction par les points focaux pour le Sénégal et l'île Maurice, suivi de questions et réponses (Pays du projet en Afrique)